

**PREFET
DES PYRENEES-ATLANTIQUES**

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Aquitaine

Unité Territoriale des Pyrénées-Atlantiques

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE N° 5960/2015/39
fixant des prescriptions complémentaires à la société
GACHES CHIMIE, pour son établissement de Mourenx
(étude de caractérisation de l'état des milieux)

Le Préfet des Pyrénées-atlantiques,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L512-3, R512-6 et R512-31 ;

VU la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués et ses annexes ;

VU les arrêtés préfectoraux encadrant les activités de la société GACHES CHIMIE sur le territoire de la commune de Mourenx et en particulier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2010 ;

VU les résultats de la surveillance des eaux souterraines au droit du site de GACHES CHIMIE, de mai 2011 à mai 2015 ;

VU le rapport d'étude de la société Arcadis du 29/04/2015 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 30 novembre 2015 ;

VU l'avis du comité départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 18 décembre 2015 ;

CONSIDERANT la présence de tétrachloroéthylène à des niveaux dépassant parfois les 1000 µg/L, au droit des installations de GACHES CHIMIE ;

CONSIDERANT que cet impact sur la nappe, au droit du site, par les installations de GACHES CHIMIE, est pérenne ;

CONSIDERANT que l'étude d'Arcadis du 29/04/2015 confirme la présence d'une source de pollution au tétrachloroéthylène à proximité du stockage de tétrachloroéthylène du site ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu d'actualiser l'étude d'impact présentée à l'appui de l'autorisation du 24 décembre 2012 susvisée, afin de mettre en place les solutions éventuelles de remédiation adaptées ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La Société GACHES CHIMIE ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Avenue de la Gare, 37750 Escaquens, est tenue de compléter son étude de caractérisation de l'état de contamination des milieux au tétrachloroéthylène et ses produits de dégradation, sur son site de Mourenx, d'interpréter cet état et de proposer une solution de gestion adéquate dans les conditions du présent arrêté.

Les outils et les guides référentiels annexés à la circulaire du 08 février 2007 seront utilisés à cette fin.

Article 2 : Périmètre d'étude

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent à l'emprise du site ci-dessus.

Article 3 : Caractérisation de l'état des milieux

3.1 - Étude historique et documentaire

Une étude historique et documentaire doit être réalisée. Celle-ci comporte :

3.1.1 l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc.. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc..) est à envisager pour connaître les « pratiques non-écrites » en vigueur éventuellement dans l'entreprise ;

3.1.2 une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié et à son environnement (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation (inventaire des puits), le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc..) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, rivières, etc..) ;

3.1.3 une visite de terrain pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;

3.1.4 la collecte des données sur l'état initial des milieux sols, eaux souterraines et superficielles dans l'emprise définie à l'article 2, à partir de la bibliographie, des bases de données, des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter et des résultats de la surveillance des dits milieux au cours du temps. L'objectif est de connaître les

modifications éventuelles de l'état physico-chimique et biologique des milieux et de montrer l'évolution éventuelle de leur qualité ;

3.2 - Diagnostics et investigations de terrain

Les investigations de terrain sont complétées, le cas échéant, en fonction des résultats de l'étude historique et documentaire définie à l'article 3.

3.2.1 Sols

Le cas échéant, l'exploitant procède à des sondages et des prélèvements de sols complémentaires dans le périmètre défini à l'article 2, permettant une caractérisation des paramètres polluants caractéristiques de l'activité, des produits utilisés et des déchets produits dans le but de la recherche et de l'identification d'autres sources de pollution potentielles.

3.2.2 Eaux souterraines

L'exploitant complète, en tant que de besoin, son réseau de piézomètres et celui existant dans son environnement proche et lointain, en mettant en place de nouveaux points de prélèvement sous un mois.

Ils doivent être réalisés dans les règles de l'art. Un rapport de forage doit être adressé à l'Inspection des Installations Classées.

Les analyses portent sur les paramètres définis en fonction des activités exercées, des produits utilisés et des déchets générés.

Les campagnes d'autosurveillance sont réalisées au moins trimestriellement. Les paramètres à mesurer sont les suivants :

Hauteur piézométrique, pH in situ, température in situ, Oxygène dissous in situ, DDP in situ, Potentiel rédox in situ, DCO, COT, Nitrates, Nitrites, Ammonium, Hydrocarbures totaux, Fer, Manganèse, Arsenic, Sulfates, Chlorures, 1,1,2-trichloroéthylène, 1,1-dichloroéthylène, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthylène (cis-trans=, chloroforme, 1,1,2,2-tétrachloroéthylène.

Cette liste pourra faire l'objet de modifications en fonction des résultats analytiques et après accord d'inspection des installations classées.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées sous 3 mois après chaque campagne de prélèvements.

3.3 - Schéma conceptuel

L'exploitant complète le schéma conceptuel permettant d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et, les voies de transfert possibles puis de caractériser les impacts de la source sur l'environnement, sur la base des éléments de diagnostic du site et des milieux, au travers de l'étude historique et documentaire, des données sur la vulnérabilité des milieux et des prélèvements sur le terrain susvisés.

Article 4 : Mesures de gestion

A partir du schéma conceptuel visé à l'article 3.3, l'exploitant propose les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour :

- assurer la mise en sécurité du site ;
 - en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan "coûts-avantages" décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, sanitaires et environnementaux ;
 - sinon et en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert,
 - et mettre en œuvre les solutions adaptées pour rétablir l'état physico-chimique et biologique des eaux souterraines selon la même approche.
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage (ou son « usage futur ») et d'assurer la conservation de la mémoire et le respect de la restriction d'usage

- contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des eaux souterraines et superficielles.

Un second schéma conceptuel, tenant compte de ces mesures de gestion, sera établi par l'exploitant.

Article 5 : Délais

L'exploitant adressera les études requises en application de cet arrêté dans le délai de 3 mois à compter de sa notification.

Article 6 : Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de Mourenx.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Pau. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de un an pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 9 :

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 10 : Application et exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Pyrénées-atlantiques, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité et le maire de la commune de Mourenx sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GACHES CHIMIE.

Fait à PAU, le **07 JAN. 2010**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Le Préfet,
Marie AUBERT